



CONTRÔLE BASÉ SUR LES TECHNOLOGIES

La dématérialisation des déclarations et l'introduction de la digitalisation et des nouvelles technologies dans les contrôles douaniers se sont avérées des choix judicieux dans le contexte de crise sanitaire ayant marqué l'année 2020. En effet, pour affronter cette situation, la Douane a dû relever le défi de sécuriser les chaînes d'approvisionnement en biens essentiels permettant de combattre le virus (équipements et dispositifs médicaux), de satisfaire la demande en produits vitaux (agroalimentaire et énergie) et d'éviter leur pénurie, tout en assurant les contrôles nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens.

DURCISSEMENT DES CONTRÔLES DOUANIERS DES PRODUITS NÉCESSAIRES À LA LUTTE ANTI COVID-19

Un système de surveillance ciblant les marchandises anti-covid a été déployé dès le début de la crise. Face à la course mondiale aux produits et dispositifs médicaux et d'hygiène liés à la Covid-19, la Douane a redoublé de vigilance en mettant en place, depuis le début de l'état d'urgence sanitaire, un système électronique de surveillance des opérations commerciales, ciblant plus

de 3400 opérations de dédouanement de dispositifs de protection (masques, gants, visières), produits d'hygiène et de désinfection (gels hydro-alcooliques, savons liquides), médicaments et instruments pour test de diagnostic. Ce dispositif de veille a été complété à partir du mois de mai, par un contrôle différé au niveau central, de plus de 3500 déclarations de marchandises.

RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE CONTRÔLE À DISTANCE

Les moyens de télé-contrôle mis en place ont été consolidés par de nouvelles mesures. Les restrictions instaurées dès le mois de mars 2020 (réduction des déplacements, d'échange de documents physiques...), ont été soutenues par le renforcement des dispositifs de contrôle à distance et ce, pour éviter les sources éventuelles de contamination entre douaniers et opérateurs. La transmission des échantillons de

produits a été remplacée par l'insertion sur le système de dédouanement BADR de photos des marchandises nécessitant un contrôle visuel. Les opérateurs ont été invités à communiquer, via le Bureau d'Ordre Digital, les documents nécessaires aux opérations de contrôle. Les inspecteurs de visite et les agents d'écou ont été dotés de tablettes, pour éviter la manipulation et le transfert physique des documents.



EXPLOITATION ACCRUE DE LA DATA POUR UN CONTRÔLE OPTIMISÉ

Le recours à l'analyse des données issues des différents systèmes informatiques de la chaîne logistique et commerciale (BADR, PORTNET, Office des changes, OMPIC...) s'est intensifié avec la digitalisation avancée des procédures de dédouanement. L'exploitation des indicateurs de la base de données « valeur » ont permis de détecter plusieurs cas de minoration des prix, faussant les conditions de concurrence au niveau du marché et engendrant un manque à gagner pour le Budget de l'Etat.

L'exploitation optimale des données issues des systèmes d'information douanier et des partenaires par la Cellule Nationale de Ciblage (CNC), a permis de révéler en 2020 plusieurs opérations commerciales suspectes et de mettre en place des mesures rectificatives pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Etat.

RÉSULTATS POSITIFS DE L'EXPLOITATION DE LA DATA

4



milliards de dirhams de droits et taxes redressés au titre de la valeur en 2020, contre 3 en 2019

7,8



millions de dirhams supplémentaires payés par les opérateurs au titre de la TPI

30



avis de fraude traités grâce aux fonctionnalités informatiques offertes par BADR

EXPÉRIMENTATION DE PROCÉDÉS TECHNOLOGIQUES INNOVANTS



La Blockchain au service du contrôle douanier

Outre les techniques d'analyse des données, d'enquête et de contrôle éprouvées par les douaniers, l'ADII s'est engagée en collaboration avec DHL et GIZ dans le projet de mise en place d'une blockchain permettant de prévenir les manipulations frauduleuses des transactions commerciales et de permettre le partage de renseignements pertinents de façon fiable et sécurisée.

Sélectivité des contrôles basée sur le datamining

Un autre projet a été lancé en 2020, en partenariat avec la société IBM, en vue d'améliorer la sélectivité du contrôle immédiat. L'objectif étant de compléter le système actuel par une composante se basant sur des techniques de datamining, permettant de relever de manière automatisée les comportements anormaux qui ne sont pas couverts par les règles de sélectivité.

RAFFERMISSEMENT DE LA COOPÉRATION ET DE L'ÉCHANGE INFORMATISÉ DE DONNÉES AVEC LES PARTENAIRES

La coopération avec les partenaires nationaux et internationaux a permis de faire face aux défis liés à la criminalité et aux courants de fraude transnationaux.

La Douane a participé à plusieurs opérations d'envergure coordonnées par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), ayant pour cible les mouvements

transfrontaliers illicites de marchandises et les flux financiers douteux.

Au plan de la coopération opérationnelle menée dans l'objectif de renforcer la lutte contre les grands trafics, l'ADII a participé activement à différentes opérations organisées par l'OMD.

OPERATION	ACTION
PANCEA XIII	Lutte contre le commerce illicite de médicaments
STOP II	Sécurisation des envois transfrontaliers et de la distribution des vaccins, médicaments, fournitures et équipements médicaux pour lutter contre la COVID-19
DEMETER VI	Lutte contre les envois illicites de déchets et substances dangereuses traversant les frontières
ARCADIA D'INTERPOL	Lutte contre le commerce illicite des espèces sauvages y compris le commerce illicite de bois
GOALS	Lutte contre le trafic de drogues de synthèse partout dans le monde
TENTACLE	Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement contre le terrorisme
THUNDER 2020	Lutte contre le commerce illégal d'espèces de la faune et de la flore sauvages

Cette coopération a également été matérialisée, dans le cadre de l'assistance administrative mutuelle, par l'envoi de 191 demandes aux douanes partenaires et le traitement de 38 requêtes reçues de celles-ci.

Echange de données avec les partenaires

Plusieurs actions communes, faisant état d'un échange soutenu des informations et renseignements, ont été menées avec les autorités nationales dans des domaines variés, tels que l'assistance aux organismes et opérateurs, l'identification et la réquisition de biens mobiliers et immobiliers, la sécurité de l'aviation civile, la protection contre les armes chimiques et les substances nucléaires et radiologiques, la gestion des risques lors du passage au scanner à l'export, etc.

CHIFFRES DES OPÉRATIONS COMMUNES AVEC LES PARTENAIRES NATIONAUX

130



réquisitions menées avec la DGSN et la GR portant sur 500 personnes, 90 sociétés et 318 véhicules

2085



biens immobiliers identifiés en coordination avec l'ANCFCC

13



demandes d'assistance reçues de l'UTRF et traitées

72



opérateurs assistés pour le bénéfice de la TVA sur les biens d'investissements, dans le cadre de la collaboration avec la DCI

